



Les problèmes économiques et écologiques et leurs répercussions sur la stabilité en Asie centrale

Major i.G. Heiko MÜHLMANN

Collège Interarmées de Défense

Division B, Groupe B1

Cadre Professeur: COL de LAUZANNE

SOMMAIRE

1. Introduction

2. Les problèmes économiques en Asie centrale

2.1 Quelques remarques générales au sujet de la situation économique des Etats de l'Asie centrale

2.2 Les problèmes de certains de ces pays

2.2.1 Le Kazakhstan

2.2.2 Le Kirghizistan

2.2.3 Le Tadjikistan

2.2.4 Le Turkménistan

2.2.5 L'Ouzbékistan

2.3 Efforts de coopération dans le domaine économique

3. L'écocide ou la situation écologique en Asie centrale

3.1 Vue d'ensemble

3.2 La pénurie d'eau

3.3 L'assèchement de la mer d'Aral

3.4 Répercussions de la recherche nucléaire et militaire

3.5 Répercussions diverses

3.6 Conclusions

4. Perspectives

1. Introduction

Le présent exposé aborde les problèmes économiques et écologiques auxquels sont confrontés plusieurs Etats de l'Asie centrale. Il s'agit notamment des nombreuses républiques nées de l'éclatement de l'Union soviétique; leurs efforts pour accéder à l'indépendance ont provoqué des problèmes économiques et écologiques que les pays occidentaux tendent à considérer comme étant une source de risques incalculables qui pourraient, à moyen terme, finir par compromettre la stabilité en Asie centrale.

Simultanément, nous allons essayer de clarifier les relations de ces Etats désormais indépendants avec l'"Etat omniprésent" qu'est la Russie, et d'exposer l'influence de ces relations sur les évolutions économiques et écologiques des "petits" Etats.

Pour terminer, seront proposées quelques solutions susceptibles de contribuer à la résolution des problèmes évoqués ainsi qu'au rétablissement de la stabilité.

2. Les problèmes économiques en Asie centrale

1. Quelques remarques générales au sujet de la situation économique des Etats de l'Asie centrale

Avant d'accéder à l'indépendance, les Etats de l'Asie centrale se sont fait exploiter par l'Union soviétique qui les utilisait comme source de matières premières pour ses régions industrialisées. Pour celle-ci, ils étaient les fournisseurs principaux de ressources énergétiques (pétrole, gaz naturel, charbon), de métaux (uranium, fer, cuivre, métaux précieux, etc.) et de coton.

C'est ainsi que s'est développée une structure économique unilatérale entièrement orientée vers l'économie dirigée de l'Union soviétique et la répartition du travail sur ses différentes régions. Même après l'éclatement de l'URSS, les échanges commerciaux les plus intenses sont toujours ceux qui ont cours avec la Russie (70 % du commerce se déroulant avec elle), et presque tous les Etats de l'Asie centrale dépendent encore de la Russie et de l'Ukraine pour ce qui concerne les ouvriers qualifiés dont la plupart, originaires de ces 2 pays, sont rentrés chez eux.

Or, si tous les Etats ont connu un fléchissement de leur économie, celui-ci n'a pas été le même pour chacun d'entre eux : au Tadjikistan, par exemple, la production a baissé de 50 % depuis 1991, tandis que celle de l'Ouzbékistan a retrouvé en 1994 son niveau de 1991.

Le taux d'inflation s'est développé de façon très divergente dans les différents pays : s'étant stabilisé à environ 100-200 %, au Kirghizistan et au Tadjikistan, il est encore de l'ordre de 1.600 à 3.000 % pour les autres Etats, avec en partie une tendance à la hausse.

Le taux de chômage est de plus de 20 % dans tous ces Etats qui, sans exception, continuent de souffrir d'une infrastructure insuffisante en matière de transports.

Dans le texte qui suit, le cas de chacun de ces Etats sera étudié de plus près.

2. Les problèmes de certains de ces pays

1. Le Kazakhstan

Le Kazakhstan fait plus d'efforts que les autres Etats pour établir des relations économiques avec la Russie (par exemple en union douanière avec celle-ci depuis 1995). C'est ainsi qu'il essaie de réduire les problèmes liés au passage à l'économie de marché et d'éviter une sécession du Kazakhstan du Nord, habité majoritairement par des Russes.

L'exploitation du pétrole en provenance des lieux d'extraction situés sur la côte est de la mer Caspienne pose des problèmes du fait que la Russie contrôle le réseau des pipelines, ce qui lui donne la possibilité de percevoir des taxes et lui sert de moyen de pression contre le Kazakhstan.

Dans le nord-ouest, de nouveaux lieux d'extraction de pétrole et de gaz naturel sont en cours d'aménagement. Grâce à eux, le Kazakhstan se propose de devenir le "léopard de l'Asie centrale" qui prendra son élan à l'exemple des Etats dits "tigres" du sud-est de l'Asie.

La prise en location-gérance par la Russie du terrain d'essais nucléaires de Semipalatinsk et de la base spatiale de Baïkonour assure l'afflux de devises et la création de quelque dix mille emplois.

En 1994, le commerce et le secteur des services étaient privatisés à 60 %, alors que la privatisation des entreprises industrielles avait été stoppée pour cause d'irrégularités constatées dans la procédure d'adjudication.

En raison du climat, l'agriculture n'est possible que conditionnellement : l'érosion des sols progresse, et l'utilisation de moissonneuses désuètes rend la récolte plus difficile.

La réforme agraire a, elle aussi, du mal à démarrer, puisque la propriété foncière n'est pas dans la tradition de la population, plutôt marquée par le nomadisme; viennent s'ajouter à cela un taux d'imposition élevé, la bureaucratie et la corruption qui sont des conditions peu attirantes pour les investisseurs étrangers.

2. Le Kirghizistan

Etant donné qu'une grande partie du pays est située en haute montagne, les possibilités de pratiquer l'agriculture y sont restreintes et les récoltes de céréales ne suffisent pas pour couvrir les besoins nationaux. La réforme agraire a échoué : les tentatives de privatisation des terres cultivables, qui ne représentent qu'un faible pourcentage de la surface totale, ont donné lieu à de conflits ethniques.

Parmi les ressources minières abondantes, c'est surtout l'extraction accrue de l'or qui suscite de grandes espérances tout en attirant des investisseurs étrangers. Hormis l'or, la seule ressource énergétique disponible est le charbon, dont l'extraction est en régression.

Le commerce de détail est déjà privatisé à 90 %. La stabilisation de la monnaie nationale sur les marchés financiers étrangers a contribué à diminuer la compétitivité des produits kirghizes au sein de la CEI et à renforcer encore la récession.

3. Le Tadjikistan

Avant son accession à l'indépendance, le Tadjikistan était déjà la région la plus déshéritée de l'Union soviétique. Sa situation économique déplorable s'est pourtant encore aggravée par suite de la guerre civile qui continue.

Le pays dispose de peu de terres cultivables, qui ne permettent pas de couvrir les besoins nationaux en denrées, de sorte que l'on manque même d'aliments de base.

Faute d'installations d'extraction et de traitement, les importants gisements de charbon, de pétrole, de gaz naturel, d'or, d'argent (deuxième gisement mondial quant à la grandeur) et d'autres métaux rares ne peuvent être exploités que dans une mesure insignifiante.

Environ 80 % des entreprises industrielles ont suspendu l'exploitation et tout le coton ne peut être récolté parce que le carburant destiné aux machines agricoles fait défaut. Il est à craindre que des réformes prometteuses ne soient impossibles à réaliser pour bien des années.

4. Le Turkménistan

Pendant les années 1992 et 1993, la production n'a baissé que légèrement et il semblait que le passage "en douceur" à l'économie de marché pouvait réussir. Cependant, en 1994, la tendance s'est inversée : il y a eu des problèmes de vente relatifs au produit principal du pays, le gaz naturel, parce que les grands importateurs - l'Ukraine, la Géorgie et l'Arménie - n'étaient plus solvables ; leurs dettes de livraison ont à ce jour atteint le total d'environ 1,6 milliards de dollars US. La réorientation des exportations de gaz naturel vers l'Europe occidentale et la Chine à l'aide de pipelines traversant la Turquie et l'Iran se heurte cependant à la résistance de la Russie.

Le manque de devises qui se fait sentir de plus en plus cruellement a conduit à la suspension d'un certain nombre de programmes de construction et à des retards de paiement concernant les programmes d'investissement étrangers.

Même si les dispositions légales pour la privatisation des grandes et moyennes entreprises ainsi que des terres ont été créées, celle-ci n'existe pratiquement pas.

Le Turkménistan dépend lui aussi de l'importation d'aliments de base ; la proportion des importations en provenance de la Russie et de 60 % !

5. L'Ouzbékistan

De tous les Etats de l'Asie centrale, l'Ouzbékistan est celui qui a réussi le mieux à freiner la baisse de la production. Par contre, on constate une forte réduction dans les domaines des investissements et du commerce. L'amplification systématique de l'extraction du pétrole et du gaz naturel est considéré comme un facteur stabilisateur. L'Ouzbékistan pourrait arriver à couvrir ses propres besoins en pétrole, mais ses gisements ne suffisent pas pour l'exportation.

Dans le domaine de l'agriculture, le niveau de production a pu être maintenu ; il existe même des réserves susceptibles d'être réalisées, par exemple par une modernisation des moissonneuses ; la surface de culture du coton est constamment réduite au profit de celle du blé afin d'obtenir une base alimentaire moins précaire et moins problématique du point de vue écologique.

L'industrie textile russe est tributaire d'importations de coton en provenance de l'Ouzbékistan.

En contrepartie, l'Ouzbékistan est toujours obligé d'importer jusqu'à 75 % de ses besoins en céréales.

Il est prévu d'étendre la privatisation, qui actuellement ne concerne que le commerce de détail et les services, à l'agriculture et aux secteurs industriel et énergétique ; en revanche, les industries d'une importance stratégique capitale, telles que l'économie des matières premières, resteront sous contrôle de l'Etat. En outre, le pays aspire à une adhésion à l'union douanière liant le Kazakhstan, la Russie et la Biélorussie.

3. Efforts de coopération dans le domaine économique

A court terme, seul le rétablissement, au moins partiel, des relations économiques et commerciales du temps de l'Union soviétique pourra arrêter le déclin économique de cette région. Plusieurs essais ont déjà été entrepris pour institutionnaliser une coopération économique entre les Etats de l'Asie centrale.

En avril 1992, la Fédération des Etats de l'Asie centrale fut fondée et son cadre institutionnel concrétisé à l'occasion du sommet des Etats membres en janvier 1993. Jusqu'à présent, cette association n'a pourtant eu presque aucune conséquence pratique.

Une nouvelle tentative visant à instaurer une "zone économique commune" fut suggérée en janvier 1994 par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ; à l'issue, le Kirghizistan fut admis comme membre. Le Tadjikistan et le Turkménistan, par contre, se sont vu refuser l'admission ; mais quelques progrès mineurs relatifs à la suppression des entraves douanières et à d'autres activités économiques ont pu être réalisés.

L'un des objectifs déclarés consiste en la rationalisation et la réduction de la dépendance d'importations inutiles de matières premières et de produits en provenance de pays situé en dehors de la région. Une banque commune de développement a été fondée pour assurer le financement du programme.

L'ECO est apparue comme possibilité d'éviter une relation économique unilatérale avec les autres Etats de la CEI. L'ECO est une organisation de coopération régionale avec pour membres les Etats de l'Asie centrale, la Turquie, le Pakistan et l'Iran. Le succès obtenu jusqu'à présent par l'ECO étant plutôt limité, l'intérêt porté à son égard est de nouveau décroissant. L'affiliation des Etats de l'Asie centrale à l'ECO est fortement critiquée par la Russie, qui joue de son pouvoir toujours présent vis-à-vis des Etats moins importants.

Le commerce transfrontalier avec la Chine a augmenté constamment jusqu'en 1993. La Chine a accordé des prêts au Kazakhstan, à l'Ouzbékistan et au Kirghizistan ; elle s'intéresse beaucoup à l'achat d'énergie et de coton et soutient des programmes d'industrialisation et d'infrastructure. L'amélioration à terme de la situation générale paraît, tout de même, plus probable, puisque la contrebande - qui vient s'ajouter à la corruption - constitue un problème de plus en plus épineux, qui, dans la situation économique actuelle, n'incite pas les investisseurs étrangers à placer des capitaux dans les Etats de l'Asie centrale. Pour toutes ces raisons, il est à présumer que les Etats de l'Asie centrale n'arriveront pas, même à long terme à s'affranchir de l'influence de la toute-puissante Russie.

3. L'écocide ou la situation écologique en Asie centrale

1. Vue d'ensemble

La situation actuelle des Etats, jadis soviétiques, de l'Asie centrale est le résultat de la politique économique du gouvernement centraliste de l'époque qui était orientée exclusivement vers l'exportation de matières premières et de matières énergétiques. L'inexistence d'une conscience écologique a donné lieu à une exploitation abusive de l'homme et de la nature, à une contamination à long terme et systématique du sol, de l'air, de l'eau et des hommes dont les répercussions - perceptibles sur place depuis bien des années - n'ont été connues, petit à petit mais toujours de manière incomplète, du reste du monde que depuis la période de la " glasnost " et de la " perestroïka ". Les facteurs qui ont contribué et à la crise écologique actuelle et qui continuent à l'alimenter sont, entre autres :

- les monocultures intensives par suite d'une orientation trop peu équilibrée de l'agriculture, en l'occurrence notamment du coton et du riz,
- l'extension des surfaces de culture sur des zones infertiles,
- en conséquence l'irrigation extensive et l'utilisation des engrais chimiques,
- la mise en oeuvre extensive de pesticides, herbicides, défoliants, etc.,
- le déversement dans les rivières et lacs de rejets industriels et d'effluents urbains non traités ainsi que du traitement du pétrole,
- les centaines d'essais nucléaires souterrains ou de surface ainsi que l'expérimentation d'armes biologiques et chimiques sans mesures de sécurité appropriées.

1. La pénurie d'eau

La pénurie d'eau ou plutôt l'utilisation non rentable des réserves d'eau disponibles constitue le problème central de la région. Cette situation a été

provoquée d'un côté par les monocultures du coton et du riz et, de l'autre, par une technique d'irrigation insuffisante.

La quantité totale d'eau disponible s'élève à environ 130 km³, soit 13.000 milliards de litres d'eau par an. Environ 85 % de l'eau à usage industriel est nécessaire pour l'irrigation des champs. Les besoins de l'industrie (10 %) et des ménages (3 %) sont plutôt négligeables.

L'efficacité des systèmes d'irrigation est estimée à un taux compris entre 50 et 70 %, ce qui signifie que seul un tiers, au mieux la moitié, de l'eau prélevée atteint la plante. Citons comme exemple, le canal du Karakoum qui, construit par le Turkménistan dans les années soixante sur une longueur de 1.200 km en vue de dévier l'eau du fleuve Amou-Daria sur les plantations de coton et de riz, coule dans un lit de pur sable.

Ainsi, c'est au mieux 3 % de l'eau disponible qui arrive dans la mer d'Aral ; dans les années très sèches, ce pourcentage peut tomber à zéro.

2. L'assèchement de la mer d'Aral

Cette gestion de l'eau entraîne l'assèchement progressif de la mer d'Aral qui, du début de l'intensification de l'agriculture au début des années 60 jusqu'à nos jours, a perdu environ 50 % de sa surface et même quelque 75 % de son volume. En raison de l'utilisation extensive d'engrais minéraux et de pesticides et du déversement de rejets industriels (notamment de résidus de la production pétrolière, parmi lesquelles des phénols, du sulfate, ...), on constate, d'un côté, une contamination extrême de l'eau potable (les taux atteints représentent jusqu'à 20 fois les taux limites), et, d'un autre côté, le dépôt de substances toxiques dans le lit des rivières en voie d'assèchement ou sur les bords de la mer d'Aral qui continuent de s'élargir.

La teneur en substances toxiques et en sels de la mer d'Aral monte également. Si, il y a 30 ans, la salinité était encore de 1 à 1,4 %, elle a atteint depuis lors des valeurs de 30 % et plus. Les dépôts sont transportés par le vent jusque sur les glaciers situés en haute montagne, d'où ils sont emportés par l'eau pour arriver de nouveau sur les champs et dans les conduites d'eau potable. Cette pollution a eu pour résultat que la pêche en mer d'Aral est tombée en état de paralysie et que 25 millions d'hectares de surface cultivable sont contaminés. En conséquence, la mortalité des nouveau-nés est deux fois plus élevée dans ces régions que dans des zones moins polluées. Sur 1.000 enfants, 110 sont condamnés à mourir avant leur premier anniversaire. Les deux tiers de la population de cette région souffrent de typhoïde, d'hépatites et de cancers.

Par suite de l'assèchement massif de la mer d'Aral, le climat régional a également changé. Si autrefois la mer a exercé une fonction de modérateur par rapport aux vents froids du nord, le climat est aujourd'hui plutôt continental, c'est-à-dire que les étés sont chauds et les hivers extrêmement froids

(températures de - 17° C à + 47° C). Cela favorise encore l'érosion des sols et la répartition des substances toxiques bien au-delà des limites de la région.

3. Répercussions de la recherche nucléaire et militaire

A ces problèmes s'ajoute encore une importante contamination radioactive, notamment des alentours de Semipalatinsk au Kazakhstan. C'est ici qu'ont été réalisées jusqu'à présent plus de 500 explosions nucléaires, dont 166 au-dessus du sol. Les répercussions sont catastrophiques : un enfant sur trois est mort-né ou mal formé. Les habitants souffrent d'allergies, de cancers, de maladies de peau, d'anémie, d'affections des yeux et d'asthme. La moitié des enfants sont affligés de maladies chroniques, les nouveau-nés présentant des malformations au niveau des organes et des membres.

De plus, des bombes atomiques, au nombre de 38 au total, ont été mises à feu également à d'autres endroits. Il faut y ajouter les essais nucléaires des Chinois à Lob-Nor, dont les répercussions touchent le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan lorsque le vent souffle de l'est. A la suite d'une explosion, la mortalité infantile augmente jusqu'au 40 % dans la région d'Alma-Ata située à 700 km environ de Lob-Nor. Des années d'expériences réalisées par l'Armée rouge avec des armes biologiques sur les îles de la mer d'Aral aggravent encore la contamination de la région.

4. Répercussions diverses

Dans les régions ne bénéficiant pas d'une irrigation artificielle, seule la production animale est dans la plupart des cas possible. Cela donne lieu à deux problèmes : d'un côté, un fort tassement des terres dû au surpâturage et, de l'autre, la destruction de la couche d'herbe protectrice avec, pour conséquence, une forte érosion du sol.

La montée continue du niveau de la mer Caspienne est un phénomène étonnant qui, de même que le "système écologique de la mer d'Aral", constitue en fait un autre problème écologique. Il n'y a pas d'explication à ce phénomène. Par suite de la montée du niveau de l'eau, se produisent des inondations qui investissent des exploitations industrielles au Turkménistan et des entreprises pétrolières au Kazakhstan et conduisent en conséquence à une contamination de l'eau.

La croissance démographique dans les Etats de la CEI situés en d'Asie centrale est de 3 % en moyenne, ce qui signifie que, dans quelques années seulement, les ressources déjà limitées le seront encore davantage et que l'eau deviendra encore plus précieuse.

5. Conclusions

Ces catastrophes écologiques ont des répercussions d'une portée internationale, en partie même mondiale. C'est pourquoi il est nécessaire d'être sensibilisé sur ces problèmes d'ordre écologiques et de comprendre que leur solution - si jamais elle est possible - ne pourra être obtenue que par un effet commun sur la base d'une approche radicale et globale. Les intérêts nationaux doivent passer au deuxième rang derrière cette problématique d'envergure internationale, le rétablissement de la nature devant être considérée comme un investissement commun pour assurer dans nos chances de survie. A cet effet, il convient de :

- modifier les structures économiques en passant du statut de pur fournisseur de matières premières à la mise en place d'entreprises de production,
- abandonner les monocultures en y substituant l'assolement,
- investir dans des systèmes d'irrigation sophistiqués tels que ceux utilisés, par exemple, en Israël,
- investir dans des stations d'épuration performantes,
- convaincre des investisseurs étrangers s'intéressant à des programmes à long terme justifiables du point de vue écologique.

Quelques premières approches vers une conscience écologique plus aiguë se dessinent, et on peut également observer des efforts, certes encore hésitants, faits par la Russie et par d'autres Etats de la CEI pour obtenir de l'aide de l'extérieur. Cette conscience écologique accrue s'exprime, par exemple, par la mise sur pied de programmes de protection de l'environnement ainsi que par des phénomènes tels que :

- la naissance d'organisations écologistes dans les Etats de l'Asie centrale,
- le perfectionnement des scientifiques dans les techniques et méthodes de protection de l'environnement,
- l'installation de stations d'épuration (d'une capacité de traitement allant jusqu'à 35 tonnes par jour),
- la demande d'assurer l'approvisionnement de la population en eau potable mise en bouteilles.

Pourtant, la réalisation de tels programmes échoue souvent face aux besoins énormes en capitaux. C'est la raison pour laquelle il est essentiel que notamment les Etats industriels riches comprennent la dimension mondiale du problème et concourent financièrement aux efforts visant à le résoudre.

1. Perspectives

A moyen et peut-être même long terme, les Etats de l'Asie centrale resteront économiquement dépendants de la Russie. La Russie a naturellement intérêt au rétablissement du système soviétique de la "répartition du travail" qui lui permettrait d'assurer à long terme son approvisionnement en matières premières. Elle s'intéresse au même titre à la dépendance

économique des Etats de l'Asie centrale, considérée comme moyen de coercition lui permettant d'atteindre ses objectifs politiques et économiques.

Pour garder son influence sur ces Etats de l'Asie centrale, elle bloque toute tentative entreprise par ceux-ci en vue de réorienter leurs relations économiques vers l'Europe de l'Ouest ou vers l'Asie.

Or, ce cercle vicieux économique et écologique ne peut être rompu que par une modification radicale des structures économiques et de la pensée écologique. Actuellement et les moyens financiers et la volonté nécessaire pour y arriver font défaut. Il est donc à craindre que la situation écologique ne dégénère dans un futur plus ou moins proche.